

## BUDGET EXTRAORDINAIRE (SERVICES CIVILS)

Etat D. — Tableau, par service et par chapitre, des autorisations d'engagement accordées.

CHAPITRES	SERVICES	MONTANT DES AUTORISATIONS d'engagement accordées.
		francs.
	<b>Affaires étrangères.</b>	
900	Achat, aménagement d'immeubles diplomatiques et consulaires.....	13.000.000
	<b>Finances.</b>	
9012	Participation de l'Etat aux augmentations du capital des sociétés nationales d'économie mixtes ou privées.....	250.098.000
	Total pour l'Etat D.....	263.098.000

Vu pour être annexé à la loi n° 48-263 du 18 février 1948.

Le Président de la République,  
VINCENT AURIOL.Par le Président de la République:  
Le président du conseil des ministres,  
SCHUMAN.Le ministre des finances  
et des affaires économiques,  
RENÉ MAYER.LOI n° 48-263 du 18 février 1948  
sur l'enseignement du ski.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1<sup>er</sup>. — L'enseignement du ski est placé sous le contrôle du ministre chargé des sports, assisté d'un comité consultatif de cet enseignement, dont la composition est fixée par arrêté.

Art. 2. — Est réputé moniteur de ski quiconque enseigne moyennant rétribution, à titre soit occasionnel soit permanent, à une ou plusieurs personnes, la pratique du ski.

Art. 3. — Nul ne peut enseigner le ski, dans les conditions prévues à l'article 2, s'il n'est titulaire d'un diplôme ou brevet délivré par le ministre chargé des sports, après avis d'une commission d'examen, dont la composition sera déterminée par arrêté.

Toutefois, les guides de montagne titulaires du brevet prévu par la loi ont qualité pour préparer et entraîner leurs clients à la pratique du ski en haute montagne.

Art. 4. — Dans les mêmes formes, l'exercice de la profession peut être interdit dans tous les cas où le titulaire d'un diplôme ou d'un brevet ne serait plus en état de donner un enseignement comportant des garanties suffisantes de technique et de sécurité.

Art. 5. — Les moniteurs titulaires du diplôme ou brevet prévu à l'article 3 sont

seuls autorisés à porter un insigne spécial dont le modèle sera fixé par arrêté.

Art. 6. — L'enseignement du ski en infraction aux dispositions de la présente loi sera puni d'une amende de 6.000 à 60.000 francs.

Le centre d'enseignement pourra être fermé.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 30.000 à 120.000 F, ou à l'une de ces deux peines seulement.

L'usurpation des titres ou des insignes de moniteurs prévus aux articles 3 et 5 ci-dessus sera punie des peines prévues à l'article 259 du code pénal.

Art. 7. — Les modalités d'application de la présente loi et les dispositions transitoires concernant les personnes qui donnaient l'enseignement du ski lors de la promulgation de la présente loi sont fixées par décret.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 février 1948.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :  
Le président du conseil des ministres,  
SCHUMAN.Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
ANDRÉ MARIE.Le ministre de l'éducation nationale,  
ÉDOUARD DEPREUX.Le ministre des travaux publics  
et des transports,  
CHRISTIAN PINEAU.DÉCRETS, ARRÊTÉS  
& CIRCULAIRES

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Création d'une commission chargée de préparer la réunion de la troisième session ordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies.

Le président du conseil des ministres et le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret du 4 janvier 1946, donnant effet aux dispositions de la charte des Nations Unies ratifiée le 11 août 1945 et entrée en vigueur le 24 octobre 1945;

Vu la résolution de l'assemblée générale des Nations Unies en date du 15 novembre 1947 décidant que la troisième session ordinaire de l'assemblée générale se tiendrait en Europe et chargeant le secrétaire général des Nations Unies, en consultation avec un comité de neuf membres, de choisir la ville dans laquelle cette session aurait lieu;

Vu la décision en date du 16 février 1948 du secrétaire général des Nations Unies prise en accord avec le comité de neuf membres et fixant à Paris le lieu de ladite session;

Vu l'article 47 de la Constitution,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Une commission sera constituée à l'effet de préparer et de diriger l'action des différents services intéressés par la tenue à Paris de la troisième session ordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies.

Art. 2. — Cette commission sera composée comme suit:

Président.

M. Vincent Boustra, ministre plénipotentiaire, directeur du secrétariat des conférences.